



A.C.C.E.N.T.S DES ÉTATS-UNIS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL POUR LES ÉTATS-UNIS

AGRICULTURE, COMMERCE, CLIMAT, ENERGIE, NUMERIQUE, TRANSPORT, SANTE...

N° 2023-32 du 15 septembre 2023

SOMMAIRE

Commerce et sanctions

1. Les États-Unis et le Vietnam annoncent un partenariat stratégique approfondi
2. Le cinquième cycle de négociation de l'IPEF se déroule en Thaïlande
3. Le DoC examine la conformité du dernier smartphone de Huawei aux contrôles-export américains
4. Le FinCEN publie un rapport sur le contournement des contrôles-export visant la Russie

Climat – énergie – environnement

5. Les États-Unis et l'Inde renforcent leur partenariat sur le nucléaire et les énergies renouvelables
6. Les États-Unis participent à l'annonce d'un corridor économique propre Inde - Moyen-Orient - Europe
7. Les États-Unis et l'Union européenne soutiennent le développement du Corridor de Lobito pour diversifier les chaînes de valeur des minéraux critiques
8. Les États-Unis et le Vietnam intègrent le climat et l'énergie au sein de leur partenariat stratégique
9. Les États-Unis renforcent leur coopération avec le Royaume de Bahreïn dans le nucléaire

Transport et infrastructure

10. Le Président Biden désigne M. Whitaker comme candidat au poste d'administrateur de la FAA

Distribution et divertissement

11. Charter trouve un accord avec Disney pour mettre fin à l'arrêt de la diffusion de ses chaînes

Agriculture et industrie agroalimentaire

12. Le Secrétaire à l'Agriculture s'engage à ce que l'éthanol bénéficie des aides publiques pour les SAF

Numérique et innovation

13. La Californie s'engage pour une intelligence artificielle éthique et responsable
14. Huit nouvelles entreprises rejoignent l'accord volontaire de la Maison-Blanche pour l'IA
15. Le sénateur Chuck Shumer (D-N.Y.) organise un grand forum sur l'IA
16. Des parents s'opposent à la proposition de loi KOSA relative à la protection de l'enfance en ligne

Santé

17. La Maison-Blanche appelle les employeurs à mettre de la naxalone à disposition dans les entreprises

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le [Washington Wall Street Watch](#), [ici](#).

Commerce et sanctions

1. Les États-Unis et le Vietnam annoncent un partenariat stratégique approfondi

En visite officielle à Hanoï, le Président J. Biden a [convenu](#) avec son homologue, le Secrétaire général du Parti communiste du Vietnam Nguyen Phu Trong, d'« élever » la relation entre les deux pays au rang de « partenariat stratégique approfondi » (« *comprehensive strategic partnership* »), statut que le Vietnam réservait jusqu'alors à la Chine, la Russie, l'Inde et la Corée du Sud. Dix ans après la formation d'un « partenariat approfondi » entre les États-Unis et le Vietnam, les deux dirigeants se sont engagés à renforcer leur coopération, y compris sur le plan économique et commercial.

Les deux parties ont notamment convenu d'améliorer les conditions d'accès à leurs marchés respectifs selon les termes de l'Accord cadre sur le commerce et l'investissement, conclu entre les deux pays en 2007, et d'engager un processus de révision du statut d'« économie non-marchande » du Vietnam, maintenu à ce jour par le Département du Commerce américain dans le cadre de la mise en œuvre des instruments de défense commerciale américains. Les deux dirigeants ont également [annoncé](#) la conclusion d'un partenariat afin de soutenir la résilience de l'approvisionnement en semi-conducteurs, ainsi que d'une initiative afin de développer la main d'œuvre dans ce secteur. Enfin, Washington et Hanoï ont conclu un mémorandum d'accord sur les minéraux critiques, visant notamment à soutenir les efforts de quantification des ressources vietnamiennes en terres rares (cf. *infra*).

2. Le cinquième cycle de négociation de l'IPEF se déroule en Thaïlande

Les pays membres de l'IPEF se réunissent à Bangkok du 10 au 16 septembre pour le cinquième cycle de négociation du Cadre économique indopacifique (*Indo-Pacific Economic Framework*, IPEF). Selon un [communiqué](#) du bureau de la Représentante au Commerce américaine (USTR), les discussions devraient se concentrer sur les piliers I (commerce), III (économie propre) et IV (économie juste), les 14 pays étant déjà parvenus le 27 mai dernier à un accord au titre du pilier II (chaînes d'approvisionnement) de l'initiative [voir [Flash Accents du 2 juin 2023](#)]. Le 7 septembre, le Département du Commerce a [publié](#) le texte de cet accord, qui pourrait encore faire l'objet d'ajustements avant d'être ratifié par chaque pays. Le document confirme notamment la création de trois structures: (i) un « Conseil sur les chaînes d'approvisionnement » chargé de cartographier ces

dernières et de développer des plans d'action pour augmenter leur résilience; (ii) un « Réseau de réponse aux crises d'approvisionnement » afin de faciliter l'échange d'informations et la fourniture d'aide en cas de rupture d'approvisionnement; et (iii) un « Comité consultatif tripartite sur les droits des travailleurs » composé de représentants des gouvernements, des travailleurs et des employeurs, chargé d'élaborer des recommandations sur la bonne mise en œuvre de ces droits.

L'accord engage également chaque partenaire de l'IPEF à mettre en place un mécanisme de plainte concernant les violations des droits des travailleurs à l'échelle d'entreprises spécifiques. À la différence du Mécanisme de réponse rapide (MRR) de l'Accord États-Unis-Mexique-Canada (USMCA), ce dispositif ne présenterait toutefois ni la possibilité de former un panel, ni celle de mettre en œuvre d'éventuelles sanctions commerciales en cas de persistance de ces violations.

3. Le DoC examine la conformité du dernier smartphone de Huawei aux contrôles-export américains

Le groupe chinois Huawei a annoncé fin août le lancement d'un nouveau smartphone, le Mate 60 Pro, qui serait équipé d'une puce de 7 nanomètres. Conçue par le fabricant chinois Semiconductor Manufacturing International Corporation (SMIC), cette puce est la plus avancée parmi celles produites par le groupe chinois à ce jour. Certains représentants républicains au Congrès, à l'instar du président de la Commission des Affaires étrangères M. McCaul (R-Texas), [estiment](#) cependant que la commercialisation de cette puce a été réalisée en violation des mesures de contrôle des exportations américaines alors que Huawei et SMIC figurent sur l'*Entity List* du Département du Commerce américain (DoC). Ce dernier aurait dans ce contexte, selon la [presse](#), lancé une analyse afin de déterminer si certaines technologies américaines ont effectivement été utilisées dans la conception de la puce produite par SMIC. Le conseiller à la sécurité nationale Jake Sullivan a de son côté [déclaré](#) que cela devrait encourager les États-Unis à continuer à appliquer « un ensemble de restrictions technologiques axées de manière étroite sur la sécurité nationale ».

4. Le FinCEN publie un rapport sur le contournement des contrôles-export visant la Russie

L'agence FinCEN (*Financial Crimes Enforcement Network*) du Département américain du Trésor a

[publié](#) le 8 septembre un rapport analysant les transactions susceptibles de contourner le dispositif de contrôle-export américain en vigueur à l'égard de la Russie. Ce rapport révèle, sur la base de données obtenues par l'intermédiaire du Bank Secrecy Act permettant au Département du Trésor d'avoir accès à des informations financières dans le cadre de la lutte contre les activités criminelles, qu'un ensemble de transactions, intervenues entre juin 2022 et juillet 2023 et représentant un montant cumulé de près d'1 Md\$, pourrait être le résultat d'un contournement du dispositif de contrôle-export américain appliqué à la Russie. Le FinCEN a ainsi identifié plusieurs pays susceptibles de fournir des biens participant à l'effort de guerre russe, notamment la Chine, Hong Kong, la Turquie et les Émirats arabes unis.

Brèves

- Le 8 septembre, la Représentante au Commerce américaine (USTR), K.Tai, a [annoncé](#) la résolution du dernier différend qui demeurait entre les États-Unis et l'Inde à l'OMC s'agissant des droits de douane imposés par New Dehli sur les exportations américaines de volaille et d'autres produits agricoles.
- Le 12 septembre, le Département américain du Trésor a [désigné](#) plusieurs individus et entités

- accusés de soutenir financièrement le Hezbollah depuis le Liban et l'Amérique du Sud.
- Le 13 septembre, le bureau de la Représentante au Commerce américaine (USTR), le Département du Commerce et la Small Business Administration (SBA) ont [annoncé](#) avec les Directions générales du commerce et du marché intérieur de la Commission européenne la tenue à Birmingham, dans l'État de l'Alabama, de la 12^e édition de l'Atelier États-Unis-UE pour les petites et moyennes entreprises (PME). Selon le communiqué de l'USTR, plus de 92 % des exportateurs américains vers l'UE étaient des PME en 2021.
- Le 14 septembre, le Département américain du Trésor a [annoncé](#) de nouvelles sanctions à l'encontre de près d'une centaine d'individus et entités accusés de tirer profit, soutenir ou encourager l'effort de guerre russe en Ukraine. Le Département américain d'État a de son côté [annoncé](#) la désignation de 70 individus et entités opérant notamment dans les secteurs russes de l'énergie, de l'extraction minière et de l'armement.
- Le 15 septembre, le Département américain du Trésor a [sanctionné](#) 29 individus et entités accusés d'avoir contribué à la répression des manifestations aux côtés du régime iranien.

Climat - Énergie - Environnement

5. Les États-Unis et l'Inde renforcent leur partenariat sur le nucléaire et les énergies renouvelables

Le 8 septembre, le Premier Ministre Narendra Modi a [accueilli](#) en Inde le Président des États-Unis Joe Biden. Les deux dirigeants ont réaffirmé l'importance de l'énergie nucléaire pour répondre aux besoins de leurs nations respectives, du climat, de la transition énergétique et de la sécurité énergétique. Ils se sont félicités de l'intensification des consultations et des collaborations entre l'Inde et les États-Unis dans le domaine de l'énergie nucléaire, notamment en ce qui concerne le développement des technologies de la prochaine génération de petits réacteurs modulaires (SMR). Les États-Unis ont réaffirmé leur soutien à l'adhésion de l'Inde au groupe des fournisseurs nucléaires. Les dirigeants ont salué la réunion inaugurale de la plateforme Inde-États-Unis sur les technologies des énergies renouvelables [RE-TAP], en août 2023. Ils indiquent que l'Inde et les États-Unis favorisent la création de plateformes

d'investissement afin de réduire le coût du capital et d'accélérer le déploiement de nouveaux projets en Inde dans les domaines des énergies renouvelables, du stockage en batterie et des technologies vertes. À cette fin, le *National Investment and Infrastructure Fund* de l'Inde et la *Development Finance Corporation* des États-Unis ont échangé des lettres d'intérêt pour fournir chacun jusqu'à 500 M\$ pour constituer un fonds d'investissement dans les infrastructures renouvelables.

6. Les États-Unis participent à l'annonce d'un corridor économique propre Inde - Moyen-Orient - Europe

Le 9 septembre, les dirigeants des États-Unis, de l'Inde, de l'Arabie saoudite, des Émirats arabes unis, de la France, de l'Allemagne, de l'Italie et de l'Union européenne ont [annoncé](#) un protocole d'accord par lequel ils s'engagent à travailler ensemble au développement d'un nouveau corridor économique propre Inde - Moyen-Orient - Europe,

appelé IMEC (*India – Middle East – Europe Economic Corridor*). Le projet à l'intention de relier les deux continents, notamment pour faciliter le développement et l'exportation d'énergies propres. L'IMEC sera composé de deux corridors distincts, le corridor oriental reliant l'Inde au golfe Persique et le corridor septentrional reliant le golfe Persique à l'Europe. Il comprendra un chemin de fer afin de compléter les itinéraires de transport maritime et routier existants. Le long de l'itinéraire ferroviaire, les participants ont l'intention de permettre la pose de câbles pour l'électricité, ainsi que de pipelines pour l'exportation d'hydrogène propre. Les participants estiment que le corridor permettra notamment d'accroître l'efficacité, de réduire les coûts et les émissions de gaz à effet de serre. Le communiqué de la Maison-Blanche précise que le protocole d'accord signé ne crée pas de droits ou d'obligations en vertu du droit international. Les participants ont l'intention de se réunir dans les soixante prochains jours à compter du 9 septembre afin d'élaborer un plan d'action assorti d'un calendrier.

7. Les États-Unis et l'Union européenne soutiennent le développement du Corridor de Lobito pour diversifier les chaînes de valeur des minéraux critiques

Le 9 septembre, en marge du G20, les États-Unis et l'Union européenne ont [salué](#) l'engagement pris récemment par l'Angola, la Zambie et la République démocratique du Congo de développer le corridor de Lobito, qui relie le sud de la République démocratique du Congo, le nord-ouest de la Zambie et le port de Lobito, en Angola. Les États-Unis et l'Union européenne soutiennent ce projet qui permettra de moderniser certaines infrastructures de l'Afrique subsaharienne. Le communiqué de la Maison-Blanche précise que, depuis que le président Biden a annoncé des investissements pour développer le corridor de Lobito en mai 2023, les États-Unis et leurs partenaires accentuent les efforts pour soutenir un secteur minier pourvoyeur de minéraux critiques en capacité de diversifier la chaîne d'approvisionnement mondiale des véhicules électriques et de bénéficier aux économies locales. Selon le communiqué, il s'agit de développer des projets d'énergie propre pour augmenter l'approvisionnement en électricité des communautés environnantes, de soutenir des investissements diversifiés dans les minéraux critiques et les chaînes d'approvisionnement en énergie propre.

8. Les États-Unis et le Vietnam intègrent le climat et l'énergie au sein de leur partenariat stratégique

Le 10 septembre, le Secrétaire Général du comité central du Parti communiste vietnamien, Nguyen Phu Trong, et le Président des États-Unis Joe Biden se sont [rencontrés](#) à Hanoï, au Vietnam (*cf. supra*). Dans ce cadre, les États-Unis se sont notamment engagés à soutenir davantage le Vietnam dans les domaines de la transition énergétique et de l'agriculture durable. Les deux pays souhaitent une participation plus large et durable aux chaînes d'approvisionnement régionales et mondiales, en mettant particulièrement l'accent sur la région vietnamienne du delta du Mékong. À cette fin, le communiqué indique que l'institution financière américaine *Development Financial Corporation* (DFC) a l'intention de continuer à financer des projets du secteur privé dans les secteurs vietnamiens des infrastructures, du climat et de l'efficacité énergétique. Les États-Unis indiquent également qu'ils s'engagent à aider le Vietnam à la fois sur le plan financier et sur le plan des technologies climatiques. La fiche descriptive de ce partenariat [précise](#) que les deux pays lanceront un nouveau groupe de travail pour coordonner les projets bilatéraux liés au climat. Elle précise également qu'un accord bilatéral sur les terres rares fait partie des projets. Toujours selon la fiche descriptive, l'objectif associé à cet accord minéral est de renforcer la coopération technique pour quantifier les ressources en terres rares du Vietnam et attirer des investissements de qualité pour les exploiter. Le gouvernement américain, en collaboration avec AMI AC Renewables, une entreprise vietnamienne, et Honeywell, une entreprise américaine, lancera également un nouveau projet qui développera le tout premier système de stockage d'énergie par batterie du Vietnam.

9. Les États-Unis renforcent leur coopération avec le Royaume de Bahreïn dans le nucléaire

Le 13 septembre, l'administration américaine a [annoncé](#) que les États-Unis renforceront leur partenariat stratégique avec le Royaume de Bahreïn. Cette annonce intervient à l'occasion d'une visite à Washington du prince héritier et Premier Ministre du Bahreïn, Salman bin Hamad Al Khalifa. Le communiqué indique que le Bahreïn est l'un des partenaires les plus anciens et les plus proches des États-Unis au Moyen-Orient. Le communiqué précise que le Bahreïn bénéficiera du corridor économique Inde - Moyen-Orient - Europe (IMEC), annoncé en marge du G20 (*cf. supra*). Les

deux parties se sont engagées à étudier les moyens de coopérer dans le domaine des petits réacteurs modulaires (SMR). Le communiqué indique que les SMR sont un élément clé pour l'administration Biden dans ses objectifs qui consistent à s'attaquer à la crise climatique en accélérant le déploiement de technologies innovantes à zéro émission de carbone.

Brèves

- L'Agence de protection de l'environnement américaine (EPA) a [publié](#) un nouveau rapport concernant la réduction des émissions de CO₂ du secteur de l'électricité nourries par l'Inflation Reduction Act. Le rapport, intitulé «*Electricity Sector Emissions Impacts of the Inflation Reduction Act*», [indique](#) que les émissions du secteur de l'électricité peuvent être réduite de 49 % à 83 % d'ici 2030, par rapport aux niveaux de 2005. Ces réductions dans le secteur électrique permettraient également de réduire les émissions de CO₂ dans tous les secteurs d'utilisation finale, en particulier dans le logement, l'industrie et les transports.
- L'US Energy Information Administration (US EIA) [rapporte](#) que les États-Unis ont exporté

plus de gaz naturel liquéfié (GNL) que tout autre pays au premier semestre 2023. Les exportations américaines de GNL se sont élevées en moyenne à 329 millions de mètres cubes par jour (mmcu/j) au cours de cette période, soit 4 % de plus qu'au premier semestre 2022. L'Australie a exporté le deuxième plus grand volume de GNL au monde au premier semestre 2023, avec une moyenne de 300 mmcu/j, suivie par le Qatar avec 295 mmcu/j. L'US EIA indique également que, comme en 2022, les pays de l'UE et le Royaume-Uni sont restés la principale destination des exportations américaines de GNL au premier semestre 2023, représentant 67 % (219 mmcu/j) des exportations américaines.

- L'US EIA [prévoit](#) que le prix du pétrole brut (Brent) s'établira en moyenne à 93 \$/b au cours du quatrième trimestre 2023. Selon les mêmes prévisions, le prix devrait diminuer ensuite pour atteindre une moyenne de 87 \$/b au second semestre 2024. Ces perspectives intègrent l'annonce faite par l'Arabie saoudite le 5 septembre dernier, à savoir la poursuite de sa réduction volontaire de production de pétrole brut de 1 Mb/j jusqu'à la fin de l'année 2023.

Transport et infrastructure

10. Le Président Biden désigne M. Whitaker comme candidat au poste d'administrateur de la FAA

Le 7 septembre, le Président Biden a [annoncé](#) la désignation de Michael Whitaker comme candidat au poste d'administrateur de la FAA (*Federal Aviation Administration*). Conformément au processus formel de nomination en vigueur, cette candidature requerra l'examen et l'approbation du Sénat afin que M. Whitaker puisse prendre ses fonctions.

M. Whitaker est actuellement directeur des opérations au sein de Supernal, une entreprise de mobilité aérienne avancée, filiale du groupe Hyundai. Auparavant, il a officié en tant qu'administrateur adjoint de la FAA, sous l'administration Obama entre 2013 et 2016, après avoir exercé plusieurs postes de direction importants dans de grands groupes de l'industrie

du voyage et du tourisme, parmi lesquels InterGlobe Entreprises, United Airlines et TWA.

Au lendemain de cette désignation par le Président Biden, le Département des Transports a [publié](#) un communiqué relayant les nombreux messages de soutien à la candidature de M. Whitaker publiés par plusieurs parties prenantes du secteur de l'aviation, notamment des fédérations professionnelles (A4A, GAMA, NACA, NBAA, RAA) et des organisations syndicales (NATCA, ALPA, APFA).

Cette désignation intervient alors que le projet de loi visant à réautoriser les financements de la FAA pour une nouvelle période de cinq ans fait l'objet de débats difficiles au Congrès. La FAA n'a plus d'administrateur en titre depuis le départ du titulaire, Steve Dickson, en mars 2022. Une tentative de nommer Phil Washington avait échoué en mars dernier face à l'absence de majorité de soutien au Congrès. Polly Trottenberg, Secrétaire adjointe du Département des Transports assure l'intérim depuis juin.

Distribution et divertissement

11. Charter trouve un accord avec Disney pour mettre fin à l'arrêt de la diffusion de ses chaînes

Le 31 août, suite à l'échec des négociations sur les prix de diffusion, The Walt Disney Company avait retiré 19 chaînes (dont ESPN et ABC) de l'offre de Charter, privant ainsi ses 15 millions d'abonnés de l'U.S. Open et menaçant la retransmission de son émission la plus regardée, le NFL Monday Night Football.

Le 11 septembre, les deux entreprises ont annoncé avoir trouvé un accord qui renouvelle et garantit à Disney les 2,2 Md\$ de redevances qu'il touche chaque année en échange d'une mise à disposition des services Disney+ et, à terme, ESPN+ pour les clients du câble Spectrum (offre de Charter). L'accord ne précise pas l'éventuel montant supplémentaire que les consommateurs (hors Spectrum) devront payer pour ces différents services.

Agriculture et industrie agroalimentaire

12. Le Secrétaire à l'Agriculture s'engage à ce que l'éthanol bénéficie des aides publiques pour les SAF

À l'occasion d'une réunion à Washington des groupes de défense des intérêts des biocarburants ([Growth Energy Biofuels Summit](#)), le Secrétaire à l'Agriculture, Tom Vilsack, s'est engagé mardi 12 septembre à ce que l'éthanol de maïs soit éligible aux subventions pour le carburant d'aviation durable (SAF) dans le cadre de l'Inflation Reduction Act (IRA).

Pour bénéficier du crédit d'impôt, l'IRA exige que les producteurs de SAF démontrent que leur carburant génère au moins 50% d'émissions en moins sur l'ensemble de son cycle de vie que le carburant à base de pétrole, en utilisant un modèle scientifique approuvé. Initialement, l'IRS proposait d'utiliser le modèle [CORSA](#) (*Carbon Offsetting and Reduction Scheme for International Aviation*) pour évaluer les émissions de gaz à effet de serre des SAF. Ce modèle a les faveurs de nombreux écologistes car il donne plus de poids aux matières premières telles que l'huile de cuisson et les graisses animales. Mais la filière de l'éthanol soutient que l'administration devrait adopter le modèle des gaz à effet de serre, des émissions réglementées et de l'utilisation de l'énergie dans les transports ([GREET model](#)) développé par le Département de l'Énergie afin de s'assurer que leur industrie sera bien éligible aux dispositifs d'aide.

Lors de son intervention devant les professionnels des biocarburants, T. Vilsack a indiqué qu'il s'était entretenu avec le président Joe Biden et ses collègues du gouvernement concernés par le sujet afin de plaider pour que l'éthanol puisse bénéficier du crédit d'impôt pour les carburants durables destinés à l'aviation. T. Vilsack a déclaré qu'il ne

faisait aucun doute à ses yeux que les personnes en charge de ce dossier au sein de l'administration comprenaient que GREET devrait être le modèle utilisé.

Cette prise de position intervient alors que les directives du Département du Trésor sur la méthodologie de calcul des émissions de gaz à effet de serre sur l'ensemble du cycle de vie du carburant, qui détermineront quelles matières premières pourront bénéficier des aides, sont attendues pour la fin de l'année.

Dans le cadre de l'IRA, les producteurs qui rempliront les conditions requises pourront bénéficier d'un crédit d'impôt de 1,25 \$ par gallon de carburant produit. Pour chaque pourcentage supplémentaire de réduction des GES au-delà de 50% atteint dans la production de SAF, les producteurs pourront obtenir 0,01\$ de plus par gallon, pour un crédit maximum de 1,75\$ par gallon. Le crédit SAF sera effectif jusqu'en 2024, puis sera remplacé par le crédit de production de carburants propres, qui sera disponible pour tous les biocarburants éligibles – et pas seulement pour le SAF.

L'enjeu de l'éligibilité de l'éthanol de maïs au bénéfice de ces crédits d'impôt est très important compte tenu du poids de cette filière industrielle qui transforme près de 40% du maïs produit aux États-Unis.

T. Vilsack a également rappelé aux représentants de l'industrie de l'éthanol et notamment aux producteurs de maïs que l'électrification des transports n'était pas prêt de s'arrêter et qu'il leur revenait de « démontrer que leur produit est un carburant à faible teneur en carbone », grâce à des méthodes de production mieux adaptées et moins émettrices de dioxyde de carbone.

Numérique et innovation

13. La Californie s'engage pour une intelligence artificielle éthique et responsable

Le Gouverneur Newsom a [adopté](#) le 6 septembre un décret (*Executive order*) visant à étudier le développement, l'utilisation et les risques de l'IA générative (GenAI). Cette étude devra permettre d'élaborer un processus responsable d'évaluation et de déploiement de l'IA, suivant une approche mesurée en faveur d'une IA éthique, transparente et digne de confiance. Le décret prévoit une série d'études et priorités: i) un rapport d'analyse des risques (menaces potentielles et vulnérabilités de l'infrastructure énergétique critique) des agences et départements de l'État; ii) un plan directeur en matière de marchés publics pour les achats du secteur public, les utilisations de l'IA et la formation; iii) un rapport sur les bénéfices de la GenAI, examinant ses utilisations les plus bénéfiques; iv) un cadre de déploiement et d'analyse; v) la formation des agents de l'État, incluant des critères permettant d'évaluer l'impact de la GenAI sur les effectifs du gouvernement; vi) un partenariat avec les universités de Californie, Berkeley et Stanford afin d'identifier les actions permettant de renforcer le leadership de la Californie dans le secteur, ainsi que l'organisation d'un sommet en 2024 sur la GenAI; vii) un engagement à légiférer afin d'élaborer des recommandations politiques pour une utilisation responsable de l'IA; et viii) une évaluation périodique de l'impact potentiel de la GenAI sur les questions réglementaires et les adaptations nécessaires en fonction de l'évolution de cette technologie. La Californie avait déjà adopté en août dernier une résolution sur l'intelligence artificielle l'engageant à examiner et à mettre en œuvre des réglementations sur l'utilisation de l'IA. Il s'agissait de la première résolution sur l'intelligence artificielle aux États-Unis.

14. Huit nouvelles entreprises rejoignent l'accord volontaire de la Maison-Blanche pour l'IA

Huit entreprises technologiques, dont IBM, Adobe et Salesforce, ont récemment [souscrit](#) aux engagements volontaires en matière de sécurité et de transparence de l'IA générative du 21 juillet. Ces entreprises s'ajoutent aux 7 premières s'étant engagées à accroître la sécurité, la sûreté et la fiabilité des systèmes d'IA générative, notamment en ce qui concerne les tests et l'étiquetage du contenu généré par l'IA. Cette initiative s'inscrit

dans la stratégie globale sur l'IA de l'administration Biden, qui comprend également un décret présidentiel en cours de rédaction et des efforts législatifs.

15. Le sénateur Chuck Shumer (D-N.Y.) organise un grand forum sur l'IA

Le 13 septembre s'est tenu une première session d'un forum sur l'IA [organisé](#) par Chuck Schumer (D-N.Y.), leader de la majorité au Sénat. Intitulé « AI Insight Forum », il a réuni les dirigeants des principales entreprises du numérique, tels que Mark Zuckerberg de Meta, Sundar Pichai de Google, Elon Musk de X et Sam Altman d'OpenAI, ainsi que des représentants syndicaux et des membres la société civile. Le format a fait néanmoins l'objet de critiques quant à son organisation à huis clos et le manque de diversité parmi les invités. Ainsi, des groupes, dont *Fight for the Future* et plus de 70 artistes utilisant l'IA générative, ont mené des actions pour que leurs considérations soient également prises en compte. Le forum a mis l'accent au cours des six heures de discussions sur la promotion d'une approche partenariale entre régulateurs et industrie pour l'élaboration de règles sur l'IA.

16. Des parents s'opposent à la proposition de loi KOSA relative à la protection de l'enfance en ligne

Un collectif de parents d'enfants transgenres a [publié](#) une lettre ouverte pour exprimer leur opposition à la proposition de loi sur la sécurité en ligne des enfants (*Kids Online Safety Act* – « KOSA »). Le collectif soutient que la KOSA pourrait conduire à de la censure en ligne en restreignant l'accès à des ressources qu'ils jugent essentielles pour les jeunes LGBTQ+. Bien que la KOSA ait été adoptée par le comité du commerce du Sénat, elle doit encore être examinée en séance plénière. L'une des co-auteurs du texte, la sénatrice Marsha Blackburn (R-TN), s'était initialement donné pour objectif de « protéger les enfants mineurs des personnes transgenres », mais a depuis atténué sa position. Le principal organisateur de l'initiative collective, Evan Greer, suggère des approches alternatives, comme l'adoption d'une loi fédérale complète sur la vie privée. Les partisans de la KOSA estiment quant à eux que la proposition de loi représente une opportunité pour responsabiliser les plates-formes de médias sociaux quant aux préjudices subis par de jeunes utilisateurs.

Brèves

- Le procès historique contre Google pour abus de position dominante sur le marché des

moteurs de recherche en ligne s'est [ouvert](#) le 12 septembre devant un tribunal fédéral à Washington.

Santé

17. La Maison-Blanche appelle les employeurs à mettre de la naloxone à disposition dans les entreprises

Dans un communiqué de presse de la Maison-Blanche du 13 septembre, le Secrétaire à la Santé et aux services sociaux, Xavier Becerra, a [exhorté](#) les employeurs à mettre à disposition de la naloxone dans leur entreprise, au même titre que les plans d'urgence préparés par les entreprises en cas d'incendie. Ce médicament vise à neutraliser rapidement les effets d'une overdose d'opioïdes. Le Narcan, naloxone sous forme de spray nasal (fabriqué dans le Maryland par l'entreprise américaine Emergent Biosolutions), a été lancé en vente libre chez les principaux détaillants, dans le contexte d'un nombre record d'overdoses dues à

des formes d'opioïdes plus mortelles, comme le fentanyl.

Un deuxième médicament en vente libre contre les overdoses d'opioïdes, également sous forme de spray nasal, a été approuvé en juillet et devrait être commercialisé en début d'année prochaine.

Brèves

- Le 6 septembre, Walgreens a [clôturé](#) une action collective, initiée en 2016, en versant 44 M\$ à d'anciens clients de Theranos. Les patients de Walgreens en Arizona et en Californie qui ont subi des préjudices à la suite de tests sanguins frauduleux réalisés par Theranos seront ainsi indemnisés.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

Rédacteurs : Pôles Commercial, EDDET, Entreprises et Agriculture

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique Régional de Washington.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.